Institutions sociales: concepts de base et panorama régional

COURS INTERNATIONAL SUR LA PROTECTION SOCIALE
Port-au-Prince, Haïti.5-16 Mars 2018

NACIONES UNIDAS
CEPAL

Carlos Maldonado
Division de Développement Social

Segunda Reunión de la Conferencia Regional sobre Desarrollo Social de América Latina y el Caribe
Montevideo, 25 a 27 de octubre de 2017

Sommaire

1. Cadre d'analyse de l'institutionnalité sociale
2. La dimension juridique - normative
3. La dimension organisationnelle
    1. Entités collégiales intersectorielles.
    2. Ministères de Développement Social et entités engagés pour la protection et le développement des segments de la population
4. Situation institutionnelle des migrants
5. Dimension technique - opérationnelle et du financement
6. Derniers commentaires et défis partagés dans la région.

Cadre d'analyse de l'institutionnalité sociale

Institutionnalité sociale :

Ensemble de règles et structures organisationnelles sur (et à partir de laquelle) la politique sociale est gérée.

Autorité sociale :

Instance en charge d'exercer la fonction de gouvernance et coordination de la politique sociale; qui détient le pouvoir de définir et de hiérarchiser les objectifs, les lignes d'action et directrices, les modèles de gestion, les normes et les règlements de la politique sociale.

Qui dirige - coordonne l'institutionnalité des politiques sociales

L'institution directrice

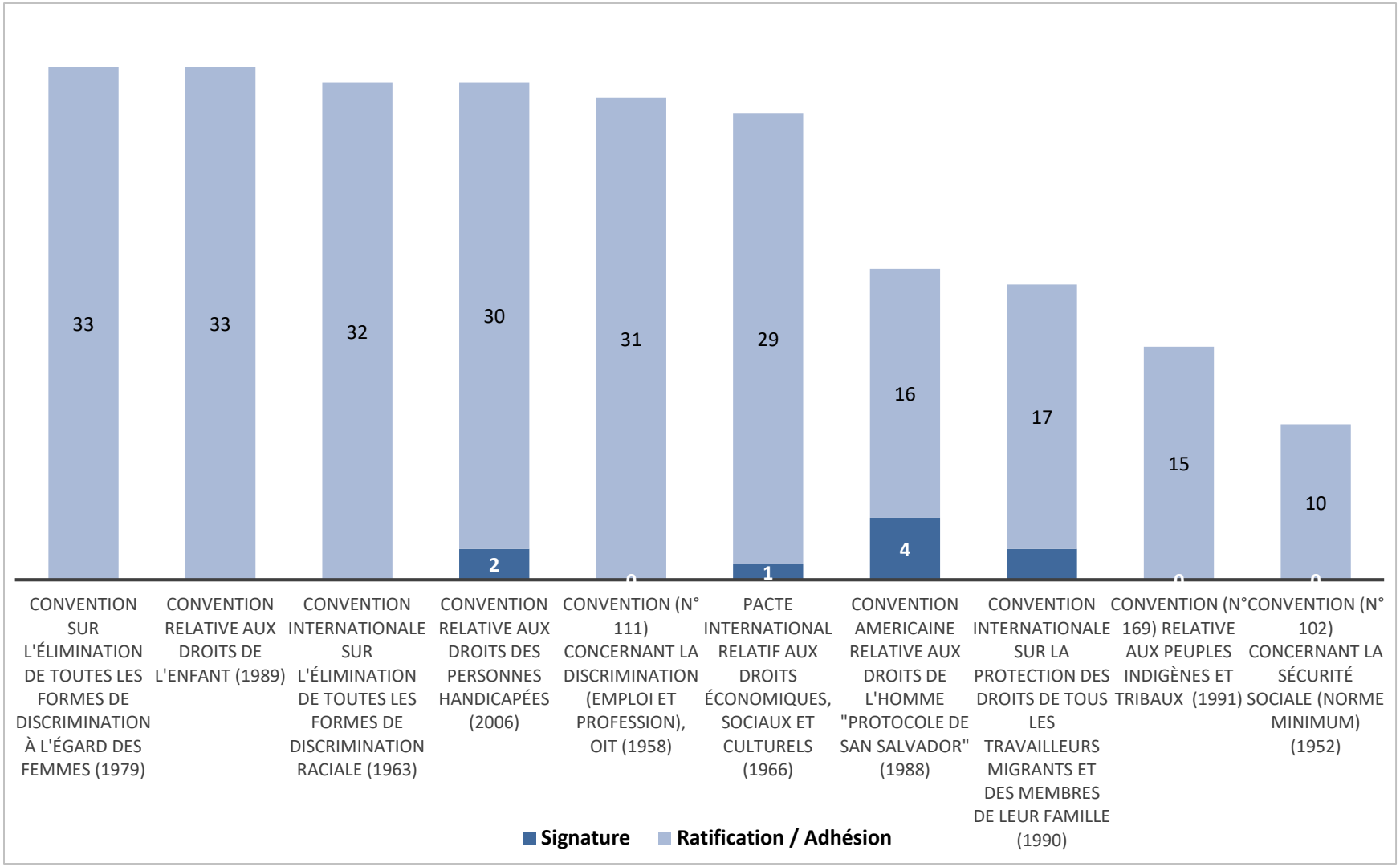
Dimensions de l'institutionnalité

a) **Juridique normative**
b) **Organisationnelle** (autorité sociale, ministérielle et sous-ministérielle)
c) **Technique – opérationnelle** (Outils de gestion)
d) **et du Financement** (investissement social et financement)

2. La dimension juridique - normative

a. Ratification hétérogène des accords par les pays

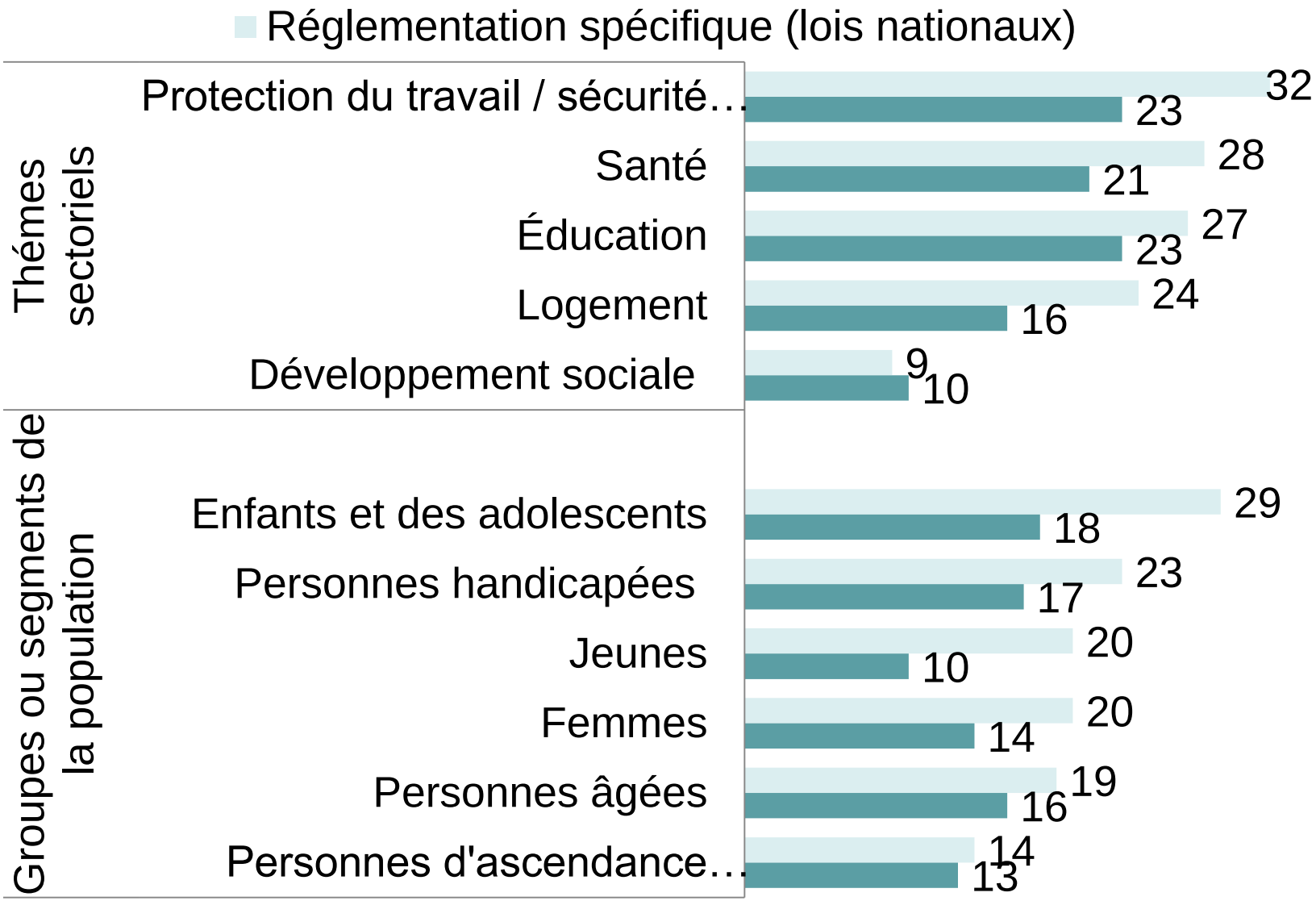
Amérique latine et Caraïbes (33 pays): adhésion, signature et ratification de pactes, conventions et accords relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels
(En nombre de pays)



Certains instruments internationaux spécifiques

Instruments internationaux	Année			✓Haïti
Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	1979	189	33	**Oui**
Convention relative aux droits de l'enfant	1989	190	33	**Oui**
Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	1965	177	32	**Oui**
Convention relative aux droits des personnes handicapées	2008	162	30	**Oui**
Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), OIT	1958	172	31	**Oui**
Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	1966	164	29	**Oui**
Protocole additionnel a la convention americaine relative aux droits de l'homme traitant des droits economiques, sociaux et culturels, "protocole de san salvador"	1988	16	16	**Non**
Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	1990	48	17	**Oui**
Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum)	1952	50	10	**Non**

Amérique latine et les Caraïbes (33 pays): existence de réglementations constitutionnelles et spécifiques sur les thèmes sociaux et concernant des groupes spécifiques de la population



Fuente: Extraído del Panorama Social 2015, Base de datos de CEPAL

Haïti : existence de réglementations constitutionnelles et spécifiques sur diverses thématiques sociales et concernant des groupes spécifiques de la population

Au niveau constitutionnel				
Thématiques sociales				
Logement social	**Travail et sécurité sociale**	**Santé publique**	**Éducation publique**	**Développement sociale**
✓	✓	✓	✓	✗

Groupes spécifiques de la population					
Enfants et adolescents	**Jeunes**	**Personnes âgées**	**Femmes**	**Personnes handicapées**	**Personnes migrantes**
✓	✗	✗	✗	✗	✓

La Constitution de la République d'Haïti
(**1987)**

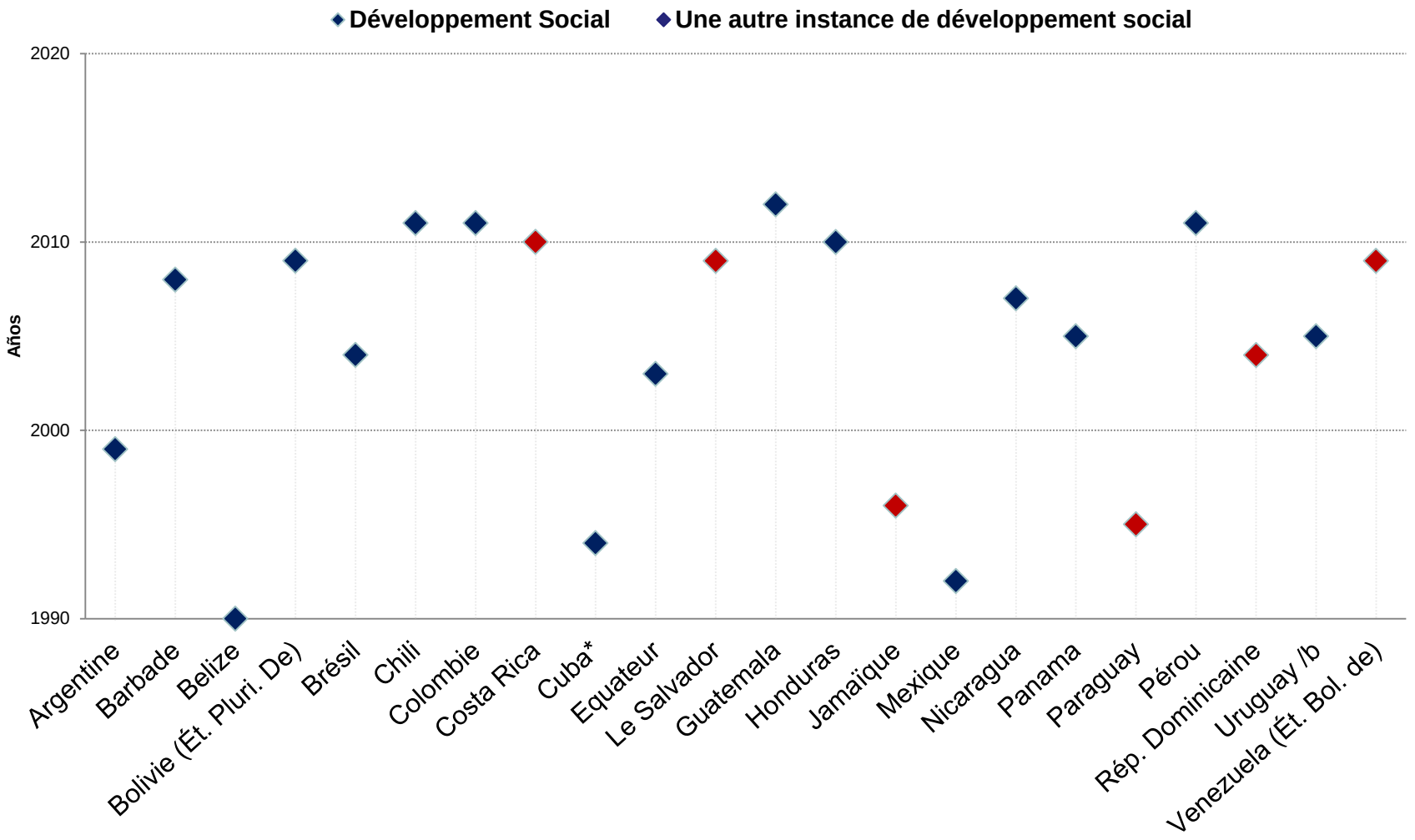
3. La dimension organisationnelle:
Entités collégiales intersectorielles

Amérique latine et les Caraïbes (21 pays): Instances collégiales de coordination intersectorielle des politiques sociales, 2017

Pays	Année de création	Instances collégiales de coordination intersectorielle des politiques sociales	**Coordinateur ou président**
Antigua y Barbuda	2004	Conseil National Économique et Social	**Délégué du Premier ministre**
Argentina	2002	Conseil National pour la Coordination des Politiques Sociales	**Ministre du Développement social**
Belice	n.d.	Caucus des Directeurs Exécutifs	**Président de la République**
Bolivia	2003	Conseil National de la Politique Économique et Social	**Président de la République**
Brasil	2011	Groupe Interministériel d'Accompagnement du Plan Brésil sans Misère	**Ministre du développement social**
Chile	2011	Comité Interministériel pour le Développement Social	**Ministre du développement social**
Colombia	1958	Conseil National de la Politique Économique et Social	**Département national de la planification**
Costa Rica	2014	Conseil Présidentiel Social	**Vice-président de la République**
Ecuador	2017	Conseil Sectoriel pour le Développement Social	**Délégué du Premier ministre**
El Salvador	2014	Cabinet de Gestion Sociale et d'Inclusion	**Ministre de la Santé**
Guatemala	2012	Cabinet Spécifique pour le Développement Social	**Vice-président de la République**
Haiti /*	2012 2014	Commission Nationale de Lutte Contre la Faim et la Malnutrition (2014) Table Sectorielle et Thématique Protection Sociale	**Première Dame de la République** **Ministère de Affaires Sociales et du Travail**
Honduras	2014	Cabinet Sectoriel pour le Développement et l'Inclusion Sociale	**Délégué du Premier ministre**
Mexico	2013	Cabinet Spécialisé du Mexique Inclusif	**Ministre du développement social**
Nicaragua	2007	Conseil de la Communication et de la Citoyenneté de la Présidence du Pouvoir Citoyen	**Délégué du Premier ministre**
Panama	1989	Cabinet Social	**Ministre du développement social**
Paraguay	2009	Cabinet Social	**Délégué du Premier ministre**
Perou	2011	Commission interministérielle des affaires sociales	**Président du Conseil des Ministres**
Republica Dominicana	2004	Cabinet pour la coordination des politiques sociales	**Vice-président de la République**
Uruguay	2014	Cabinet Social	**Ministre du développement social**

3. La dimension organisationnelle:
Ministères du Développement Social et entités dédiées au développement de segments de la population

Année de création des Ministères du développement social et / ou des entités dédiées au développement social



Fuente: Extraído del Panorama Social 2015, Base de datos de CEPAL

Amérique latine et les Caraïbes (33 pays): Mandats d'organismes gouvernementaux explicitement dédiés au développement social, 2017

Pays	Ministère du développement social ou équivalent	Mention du mandats			
		Pauvreté et développement social	**Protection sociale**	**Bien-être de segment(s)**	**Coordination intersectorielle du développement social**
Antigua-et-Barbuda	Ministère de la Transformation Sociale et du Développement des Ressources Humaines	●	●	●	●
Argentine	Ministère du Développement Social	●	●	●	●
Bahamas	Ministère des Services Sociaux et du Développement Communautaire du Cabinet Ministériel	●	●	●	
Barbade	Ministère de la Protection Sociale, de l'Habilitation des Constituants et du Développement Communautaire	●	●		
Belize	Ministère du Développement Humain, de la Transformation Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté		●	●	
Bolivie (Ét. Pluri. De)	Ministère de la Planification du Développement	●	●	●	●
Brésil	Ministère du Développement Social et Agraire	●	●	●	●
Chili	Ministère du Développement Social	●	●	●	●
Colombie	Département Administratif pour la Prospérité Sociale	●	●	●	●
Costa Rica	Ministère du Développement Humain et de l'Inclusion Sociale / Institut Mixte d'Assistance Sociale (IMAS)	●	●	●	●
Cuba	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	●	●	●	
Dominique	Ministère des Services Sociaux, de la Famille et de l'Égalité des Genres	●	●		
Equateur	Ministère de l'Inclusion Economique et Sociale / Secrétariat Technique du « Plan Toda una Vida»	●	●	●	●
Le Salvador	Ministère de l'Inclusion Sociale de la Présidence de la République	●	●	●	●
Grenade	Ministère du Développement Social, du Logement et du Développement Communautaire	●	●	●	
Guatemala	Ministère du Développement Social	●	●	●	●

Amérique latine et les Caraïbes (33 pays): Mandats d'organismes gouvernementaux explicitement dédiés au développement social, 2017

Pays	Ministère du développement social ou équivalent	Mention du mandats			
		Pauvreté et développement social	**Protection sociale**	**Bien-être de segment(s)**	**Coordination intersectorielle du développement social**
Guyane	Ministère de la Protection sociale				
Haïti	Ministère des affaires sociales et du travail	●	●	●	●
Honduras	Ministère du Développement et de l'Inclusion Sociale	●	●	●	●
Jamaïque	Fonds d'investissement social du Cabinet du Premier ministre	●	●		
Mexique	Ministère du Développement Social	●	●	●	●
Nicaragua	Ministère de la Famille de l'Adolescence et des Enfants	●	●	●	●
Panama	Ministère du Développement Social	●	●	●	●
Paraguay	Secrétariat d'Action Sociale de la Présidence de la République	●	●		●
Pérou	Ministère du Développement et de l'Inclusion Sociale	●	●		●
Rép. Dominicaine	Cabinet de Coordination des Politiques Sociales de la Présidence	●	●	●	●
Saint Kitts et Nevis	Ministère du Développement Communautaire, des Affaires de Genre et des Services Sociaux	●	●	●	
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Ministère de la Mobilisation nationale, du Développement Social, de la Famille, des Affaires de Genre , des Personnes Handicapées et de la Jeunesse				
Sainte-Lucie	Ministère de l'Équité, de la Justice sociale, de l'Habilitation, du Développement de la Jeunesse, des Sports et du Gouvernement Local	●	●	●	
Suriname	Ministère des Affaires sociales et du Logement	●	●	●	
Trinité-et-Tobago	Ministère du Peuple et du Développement Social	●	●	●	●
Uruguay	Ministère du Développement Social	●	●	●	●
Venezuela (Ét. Bol. de)	Ministère du Pouvoir Populaire pour les Communes et les Mouvements Sociaux	●	●	●	●

Groupes ou segments de la population

Tout au long du cycle de vie

- Enfance et adolescence
- Jeunesse
- Personnes âgées

Segments de population transversaux

- Femmes
- Personnes handicapées
- Personnes d'ascendance africaine et indigène
- Personnes migrants

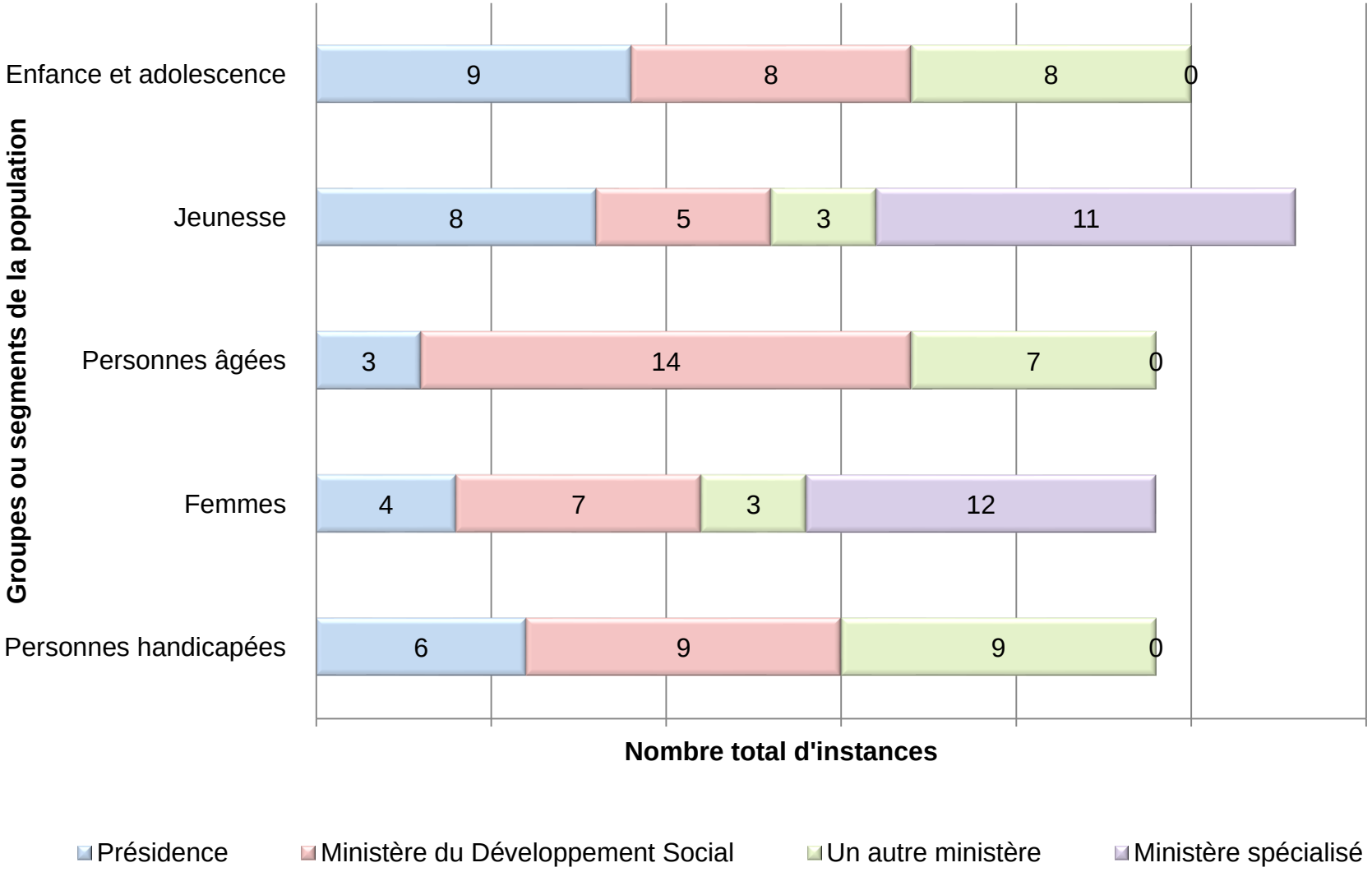
Amérique latine et les Caraïbes (28 pays): Organismes gouvernementaux explicitement dédiés au développement social, avec une attention particulière des segments spécifiques de la population, 2017

Pays	Ministère du développement social ou équivalent	Année de création	Organisation				
			Segments de population par cycle de vie et autres				
Antigua-et-Barbuda	Ministère de la Transformation Sociale et du Développement des Ressources Humaines	n.d.	**M**	**S**	**-**	**MDS**	**-**
Argentine	Ministère du Développement Social	1999	**MDS**	**MDS**	**MDS**	**MDS**	**P**
Bahamas	Ministère des Services Sociaux et du Développement Communautaire du Cabinet Ministériel	n.d.	**MDS**	**S**	**MDS**	**MDS**	**MDS**
Belize	Ministère du Développement Humain, de la Transformation Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	1990	**M**	**S**	**MDS**	**MDS**	**-**
Bolivie (Ét. Pluri. De)	Ministère de la Planification du Développement	2009	**M**	**M**	**M**	**M**	**M**
Brésil	Ministère du Développement Social et Agraire	2004	**M**	**P**	**M**	**M**	**M**
Chili	Ministère du Développement Social	2011	**MDS**	**MDS**	**MDS**	**S**	**MDS**
Colombie	Département Administratif pour la Prospérité Sociale	2011	**P**	**P**	**MDS**	**P**	**M**
Costa Rica	Ministère du Développement Humain et de l'Inclusion Sociale / Institut Mixte d'Assistance Sociale (IMAS)	2010	**P**	**S**	**P**	**S**	**M**
Cuba	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	2010	**MDS**	**P**	**MDS**	**M**	**MDS**
Dominique	Ministère des Services Sociaux, de la Famille et de l'Égalité des Genres	n.d.	**M**	**S**	**M**	**MDS**	**M**
Equateur	Ministère de l'Inclusion Economique et Sociale / Secrétariat Technique du « Plan Toda una Vida»	2013	**MDS**	**MDS**	**MDS**	**P**	**MDS**
Le Salvador	Ministère de l'Inclusion Sociale de la Présidence de la République	2009	**P**	**P**	**MDS**	**P**	**P**

Amérique latine et les Caraïbes (28 pays): Organismes gouvernementaux explicitement dédiés au développement social, avec une attention particulière des segments spécifiques de la population, 2017

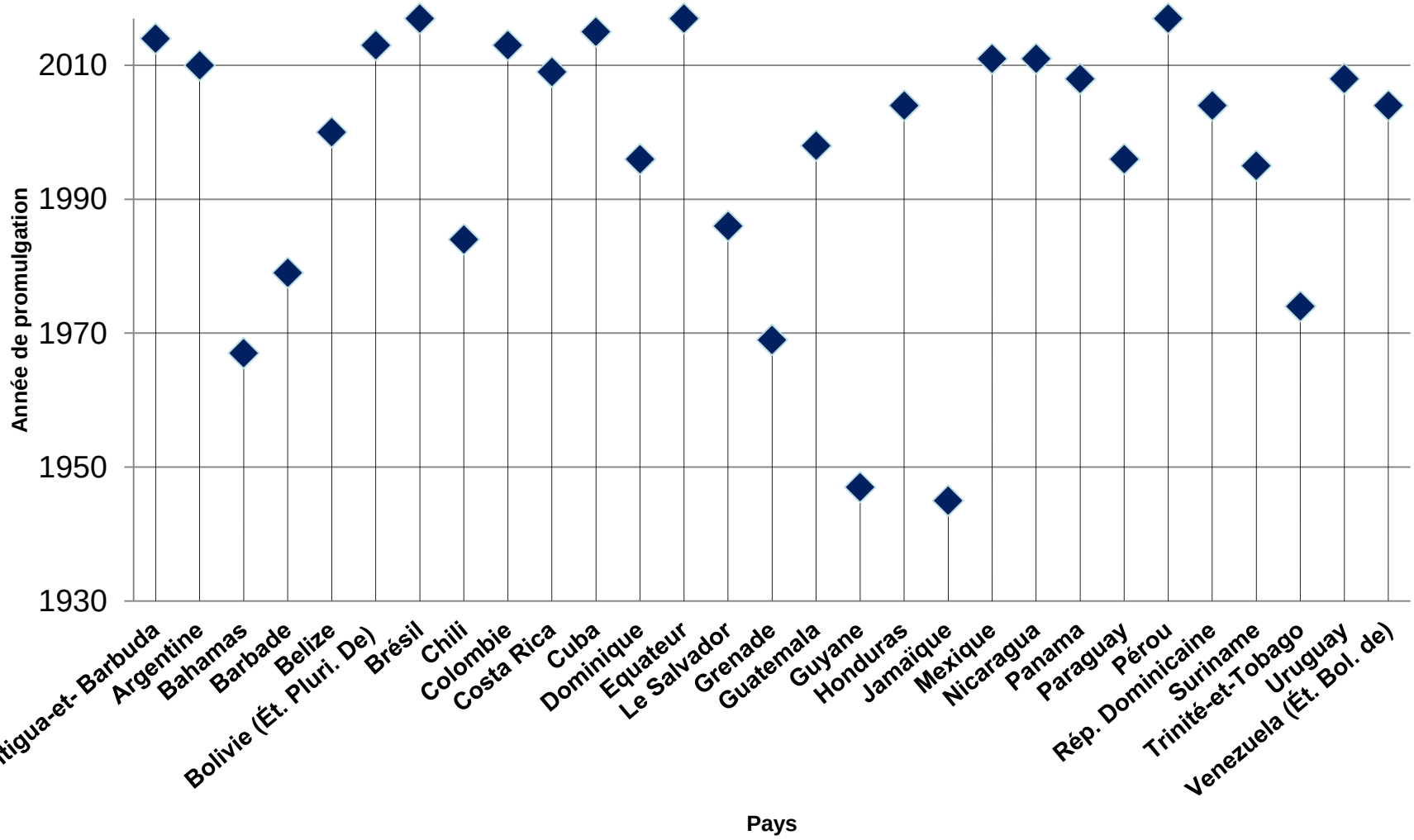
Pays	Ministère du développement social ou équivalent	Année de création	Organisation				
			Segments de population par cycle de vie et autres				
Guatemala	Ministère du Développement Social	2012	**P**	**P**	**P**	**P**	**P**
Haïti	Ministère des Affaires Sociales et du Travail	1983	**MDS**	**S**	**MDS**	**S**	**MDS**
Honduras	Ministère du Développement et de l'Inclusion Sociale	2010	**MDS**	**P**	**MDS**	**S**	**MDS**
Jamaïque	Fonds d'Investissement Social du Cabinet du Premier Ministre	1996	**M**	**S**	**M**	**S**	**M**
Mexique	Ministère du Développement Social	1992	**P**	**P**	**MDS**	**S**	**MDS**
Nicaragua	Ministère de la Famille de l'Adolescence et des Enfants	1998	**MDS**	**S**	**MDS**	**S**	**P**
Panama	Ministère du Développement Social	2005	**MDS**	**MDS**	**MDS**	**MDS**	**MDS**
Paraguay	Secrétariat d'Action Sociale de la Présidence de la République	1995	**P**	**P**	**M**	**S**	**M**
Pérou	Ministère du Développement et de l'Inclusion Sociale	2011	**M**	**M**	**M**	**S**	**M**
Rép. Dominicaine	Cabinet de Coordination des Politiques Sociales de la Présidence	2004	**P**	**S**	**M**	**S**	**P**
Trinité-et-Tobago	Ministère du Peuple et du Développement Social	n.d.	**M**	**S**	**MDS**	**S**	**MDS**
Uruguay	Ministère du Développement Social	2005	**P**	**MDS**	**MDS**	**MDS**	**MDS**
Venezuela (Ét. Bol. de)	Ministère du Pouvoir Populaire pour les Communes et les Mouvements Sociaux	2009	**P**	**S**	**P**	**S**	**P**
TOTAL	TOTAUX DU MINISTÈRES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		**8**	**5**	**15**	**7**	**9**

Amérique latine et les Caraïbes (25 pays): principales instances de coordination pour la protection de segments de population spécifiques
(En nombre d'institutions)



4. Panorama régional des institutions dédiées aux migrants

Année de promulgation des lois sur la migration en Amérique latine et dans les Caraïbes (29 pays)



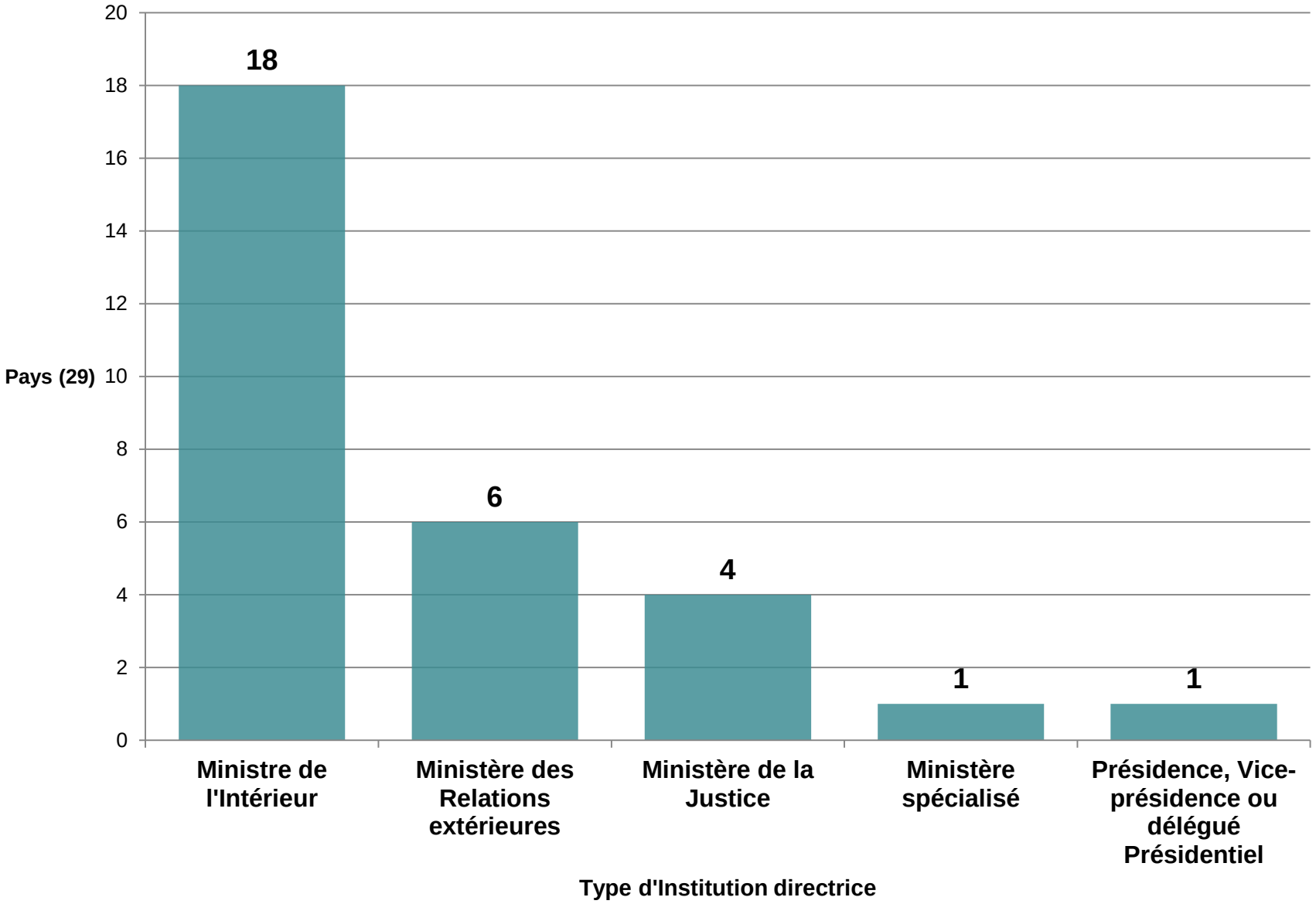
Amérique latine et les Caraïbes (33 pays): Mandats d'organismes gouvernementaux explicitement dédiés aux personnes migrantes, 2017

Pays	Institution principale	Institution directrice
Antigua-et-Barbuda	Département de l'immigration	Ministère des Affaires étrangères, du Commerce international et de l'Immigration
Argentine	Direction nationale des migrations	Ministères de l'Intérieur, des Travaux publics et du Logement
Bahamas	Département de l'immigration	Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
Barbade	Département de l'immigration de la Barbade	Bureau du Premier ministre
Belize	Département des services de l'immigration et de la nationalité	Présidence, vice-présidence ou délégué présidentiel
Bolivie (Ét. Pluri. De)	Direction générale de la migration	Ministère du gouvernement
Brésil	Département de l'immigration	Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique
Chili	Département de l'immigration	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique
Colombie	Migration Colombie	ministère des Relations extérieures
Costa Rica	Direction générale de la l'immigration	Ministère de l'Intérieur et de la Police
Cuba	Département d'identification et d'immigration	ministre de l'Intérieur
Dominique	Division de l'immigration	Ministère de la justice, de l'immigration et de la sécurité nationale
Equateur	Commandement général de Polícia / Direction nationale des migrations	Ministère de l'Intérieur et de la Police
Le Salvador	Direction générale de la migration	Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique
Grenade	Ministère des affaires juridiques	Ministère des affaires juridiques
Guatemala	Direction générale de la migration	Ministère de l'Intérieur

Amérique latine et les Caraïbes (33 pays): Organismes gouvernementaux explicitement dédiés aux personnes migrants, 2017

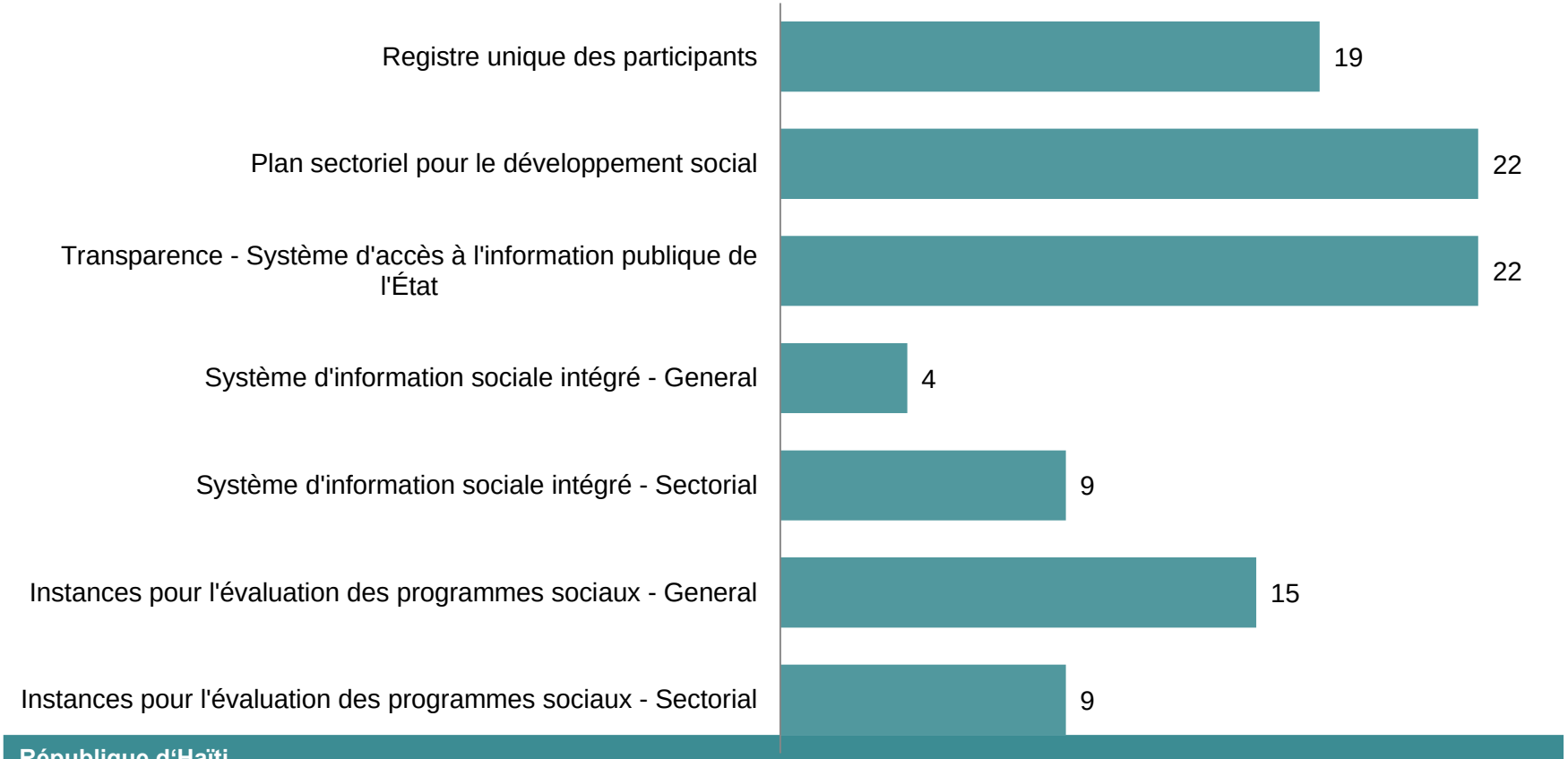
Pays	Institution principale	Institution directrice
Guyane	Ministère des Affaires Etrangères	Ministère des Affaires Etrangères
Haïti	Direction de l'Immigration et de l'Émigration (DIE)	Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Territoriales et de la Défense Nationale
Honduras	Direction générale de la migration et de l'immigration	Ministère de l'Intérieur et de la Justice
Jamaïque	Agence des passeports, de l'immigration et de la citoyenneté (PICA)	Ministère de la sécurité nationale
Mexique	Institut national de la migration	Ministère de l'Intérieur
Nicaragua	Direction générale de l'immigration	Ministère de l'Intérieur
Panama	Service national des migrations Panama	Ministère de l'Intérieur et de la justice
Paraguay	Direction générale des migrations	ministre de l'Intérieur
Pérou	Surintendance nationale des migrations	ministre de l'Intérieur
Rép. Dominicaine	Direction générale de l'immigration	Secrétaire d'Etat à'Intérieur et à la Police
Suriname	ministère des Relations extérieures	ministère des Relations extérieures
Trinité-et-Tobago	Division de l'immigration	Ministère de la sécurité nationale
Uruguay	Direction nationale des migrations	ministre de l'Intérieur
Venezuela (Ét. Bol. de)	Commission nationale des migrations	Ministère du pouvoir populaire pour les affaires étrangères

Amérique latine et les Caraïbes (30 pays): Type d'organismes gouvernementaux explicitement dédiés aux personnes migrantes, 2017



5. Dimension technique - opérationnelle et du financement

Outils de gestion
Avances hétérogènes dans différents pays



République d'Haïti

Registre des participants – (2013-2016)	Plan sectoriel: Plan Stratégique pour le Développement d'Haiti– Volet protection sociale	Système d'accès à l'information publique	Système d'information sociale intégré		Instances pour l'évaluation des programmes sociaux	
			General	**Sectorial**	**General**	**Sectorial**
✓	✓	n.d	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Dépenses sociales dans trois groupes de pays avec des résultats différents en termes de protection et de promotion sociale

(moyenne simple de chaque groupe), autour de 2010-2014
(en dollars et en pourcentages du PIB)

Indicador	Grupo I Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Panama et Uruguay Secteur public		Grupo II Colombie, Mexique et Venezuela (Rép. Bol. du) Gouvernement		Grupo III Bolivie (État plurinational de), Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou et République dominicaine	
	Secteur public	Gouvernement	Secteur public	Gouvernement	Secteur public	Gouvernement
Dépenses sociales publiques par habitant (dollars de 2010)	**2101**	**1445**	**1131**	**832**	**407**	**318**
Dépenses publiques sociales (en pourcentage du PIB)	19,9	13	15	10,9	11,5	9,1
Dépenses publiques en matière de logement et de services communautaires (pourcentages du PIB)	**1,4**	0,6	1	1	**0,9**	0,7
Dépenses publiques de santé (pourcentages du PIB)	4,7	2,1	3,1	1,7	2,7	2,2
Dépenses publiques de protection sociale par habitant (dollars de 2010)	863	699	413	267	99	73
Dépenses publiques de protection sociale (en pourcentage du PIB)	8,1	6,3	5,5	3,5	2,8	2
Dépenses publiques pour la protection de l'environnement (pourcentages du PIB)	0,2	0,1	0,2	0,1	0,4	0,1
Dépenses publiques d'éducation (en pourcentage du PIB)	5,3	3,7	4,7	4,5	4,5	4
Dépenses publiques en activités récréatives, culturelles et religieuses (en pourcentage du PIB)	0,2	0,1	0,4	0,2	0,3	0,1

Derniers commentaires: progrès et défis partagés

- **Il n'existe pas de modèle unique** pour garantir les droits, éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités, mais **des défis** qui doivent être entrepris dans des contextes institutionnels très différents.

- **Consolider une base juridique et normative** qui renforce la durabilité des politiques sociales en tant que politiques publiques au-delà des conjonctures électorales;

- **Renforcer la place sociale du développement** dans l'agenda public et la capacité de coordination et l'articulation des politiques de superation de **la pauvreté** avec des politiques de **protection sociale**, d'autres domaines de la politique sociale (éducation, santé, travail et logement) et du développement économique, infrastructurel et productif;

- **Approfondir la capacité de gestion publique en matière sociale**, en améliorant la formalisation des procédures (depuis de la définition des plans jusqu'à l'évaluation des résultats)

Commentaires finals, progrès et défis partagés (2)

- **Fournir des ressources suffisantes** pour répondre aux besoins d'une politique sociale de qualité, en transformant les dépenses actuelles en investissements sociaux.

- **Approfondir la coordination intersectorielle**, compte tenu du caractère multidimensionnel de la pauvreté et des inégalités, et de la nécessité de politiques sociales sectorielles (santé, éducation, développement social, travail et logement, entre autres), et l'attention des segments particuliers de la population (par étapes du cycle de vie, sexe, et handicap, entre autres).

- **Éliminer la duplication** des mandats et promouvoir la gestion sociale des politiques sociales.

- **Renforcer les institutions sociales à différents niveaux de gouvernement (central, régional et local).**

Merci beaucoup …

www.cepal.org/dds

COURS INTERNATIONAL SUR LA PROTECTION SOCIALE”
Port-au-Prince, Haïti.5-16 Mars 2018

NACIONES UNIDAS
CEPAL

Carlos Maldonado
Division du Développement Social

Segunda Reunión de la Conferencia Regional sobre Desarrollo Social de América Latina y el Caribe
Montevideo, 25 a 27 de octubre de 2017